

MESSAGER DE TAHITI

Journal Officiel des Établissements français de l'Océanie,

PARAISANT TOUS LES SAMEDIS A 3 HEURES DU SOIR.

MARQUET 18. — N° 6.

TE VEA NO TAHITI.

Mahana maia 6 feperua 1869.

TRÉS DE L'ABONNEMENT (populaire d'abonnement) :
Dernier... 18 fr.
Six mois... 108 fr.
Trois mois... 44 fr.
Un an... 50 francs.

Pour les Aboinements et les Annonces, s'adresser
AU BUREAU DE LA POSTE,
Imprimerie du Gouvernement.

PRIX DES ANNONCES (au comptant) :
Les plus modestes lignes... 30 centimes.
Autres... 40 centimes.
Les annonces contenant la partie la moins élevée de la première insertion.

SOMMAIRE.
PARTIE OFFICIELLE. — Ordonnances relatives divers pourvois formés contre certains arrêts de la haute-cour tahitienne. — Avis administratifs.
PARTIE NON OFFICIELLE. — Faits divers. — Le Cog de l'agriculture, consécutive.
— Movements du port. — Annonces.

PARTIE OFFICIELLE

Afata a Haamahia t. contre Fara a Fouata v.

POmare IV. Reine des îles de la Société et dépendances, et le Commandant Commissaire Impérial.

Statuant en vertu de la loi du 28 mars 1866, sur le pourvoir en cassation formé par Afata a Haamahia, agissant en son propre nom, contre un arrêt rendu par la haute-cour tahitienne, le 16 avril 1866, dans l'affaire pendante entre lui et la femme Fara a Fouata, concernant la terre Fouata ;

Attendu que ledit pourvoi porte la date du 16 mai et l'arrêt rendu par la haute-cour tahitienne celle du 16 avril ;

Qu'ainsi le délai de 30 jours imparti par l'article 6, § 2, du loi du 28 mars 1866, a été excédé ;

Par ce motif :

Rejettant le pourvoi en cassation formé par le nommé Afata a Haamahia, ci faisant application de l'article 6 de la loi du 28 mars 1866, le condamnant à 50 fr. d'amende.

Fait et jugé à Papete le 21 décembre 1868.

Ci-contre la BONCIÈRE.

Fouata a Teritaihi v. contre Neophytes a Tapera t.

POmare IV. Reine des îles de la Société et dépendances, et le Commandant Commissaire Impérial.

Statuant en vertu de l'article 6 de la loi du 28 mars 1866, sur le pourvoir en cassation formé par Fouata a Teritaihi v., agissant en son propre nom, contre un arrêt rendu par la haute-cour tahitienne le 24 avril 1866, dans l'affaire pendante entre lui et Moobono a Tapera t. ;

Attendu que ledit pourvoi porte la date du 24 mai et l'arrêt rendu par la haute-cour tahitienne celle du 24 avril ;

Qu'ainsi le délai de 30 jours imparti par l'article 6, § 2, de la loi du 28 mars 1866, a été excédé ;

Par ce motif :

Rejettant le pourvoi en cassation formé par le nommé Fouata a Teritaihi v., et faisant application de l'article 6 de la loi du 28 mars 1866, le condamnant à 50 fr. d'amende.

Fait et jugé à Papete le 21 décembre 1868.

Ci-contre la BONCIÈRE.

Taua a Vahia t. contre Tairapa a Hout t.

POmare IV. Reine des îles de la Société et dépendances, et le Commandant Commissaire Impérial.

Statuant en vertu de l'article 6 de la loi du 28 mars 1866, sur le pourvoir régulièrement formé par Tairapa a Hout t. contre un arrêt rendu par la haute-cour tahitienne le 25 avril 1866, dans

l'affaire pendante entre lui et Tairapa a Hout t. ;

Que le moyen de cassation relatif à la violation de l'article 81 de la loi du 30 novembre 1855, en ce qui touche l'audition des témoins Teritehau v. et Taua r. v. :

Attendu que l'arrêt attaqué consiste que les deux témoins admis à prêter serment et ont été entendus dans l'enquête ouverte devant la haute-cour tahitienne à titre de simple renseignement, par suite des liens de parenté qui les unissent à une des parties en cause ;

Attendu que les articles 45 et 81 de la loi précitée frappent l'exclusion des témoins qui se trouvent parents de l'une des parties, cette disposition se rapporte aux personnes entendues sous la forme de témoins et non pas à celles ayant à discuter devant les juges qui doivent s'entourer de tous les renseignements propres à déclarer leurs dépositions ;

Sur le moyen basé sur l'inapplication de l'article 70 de la loi précédente :

Attendu que la contestation pendante repose d'un côté sur un droit de descendance invoqué par Tairapa a Hout t. et de l'autre sur la possession dont excepte Tairapa a Hout t. que ce dernier avait justifié, dans les conditions prévues par l'article 70 de la loi du 30 novembre 1855, de la possession paisible des terres en litige ;

Attendu que cette preuve n'a pas été administrée.

Que l'arrêt attaqué établit, au contraire que les termes objet de la contestation appartiennent à Tairapa a Hout t. par droit d'hérédité et que Tairapa a Hout t. pu en prescrire la propriété ;

Attendu que cette décision et l'appréciation des témoignages sur l'origine des terres échappent à toute spécification ;

Par ces motifs :

Rejettant le pourvoi en cassation formé par Tairapa a Hout t. et faisant application de l'article 6 de la loi du 28 mars 1866, le condamnant à 50 fr. d'amende.

Fait et jugé à Papete le 21 décembre 1868.

Ci-contre la BONCIÈRE.

Fouata a Pihapi, femme Paafai, contre Roomeeta a Teiva t.

POmare IV. Reine des îles de la Société et dépendances, et le Commandant Commissaire Impérial.

Statuant en vertu de l'article 6 de la loi du 28 mars 1866, sur le pourvoi régulièrement formé par Fouata a Pihapi, femme Paafai, et son propre nom, contre un arrêt rendu par la haute-cour tahitienne le 4 mai 1866, dans l'affaire pendante entre elle et Roomeeta a Teiva t. ;

Attendu que, bien que le dépot exigé par le § 4 de l'article 6 de la loi précédente soit opéré dans les délais indiqués au § 2 du même article, la déclaration du pourvoi n'a été faite devant le greffier de la haute-cour tahitienne que le 8 octobre 1867 ;

Statuant en vertu de l'article 6 de la loi du 28 mars 1866, sur le pourvoi régulièrement formé par Tairapa a Hout t. contre un arrêt rendu par la haute-cour tahitienne le 25 avril 1866, dans

Attendu que cette déclaration tendue à l'ordre de cassation d'entre pour faire connaître les motifs sur lesquels s'appuie le pourvoi ;
Attendu que celle qui ledit arrêt du 17 mai 1868 ne comporte aucune violence de forme, ni aucune violation ou cause d'application de la loi ;

Par ces motifs :

Rejetton le pourvoi en cassation formé par la nommée Rereso a Pihapi, femme Paofui, et faisant application de l'article 6 de la loi du 28 mars 1868, la condamnant à 50 francs d'amende.

Fait et jugé à Papeete le 24 décembre 1868.

C^e de la RONCHERE.

Koropanga à Tabito v., dite Maerua a Vangaroa, et consorts, contre Teina a Matetekau et consorts:

POMARE IV, Reine des îles de la Société et dépendances, et le Commandant Commissaire Impérial.

Statuant en vertu de l'article 6 de la loi du 28 mars 1868, sur le pourvoi en cassation formé par la nommée Koropanga a Tabito, femme Hoeroa a Vangaroa, agissant sous son nom personnel qu'au nom des membres de sa famille, contre un arrêt rendu par la haute-cour tahitienne le 31 juillet 1866, dans l'affaire pendante entre elle et Teina a Matetekau t., et consorts ;

Attendu que la déclaration faite dans les détails devant le greve de la cause, que la partie adverse n'est accompagnée d'aucune pièce faisant connaître les motifs sur lesquels s'appuie le pourvoi ;

Attendu d'ailleurs que ledit arrêt du 31 juillet 1866 ne comporte aucun vice de forme ni autre violation ou cause d'application de la loi ;

Par ces motifs :

Rejetton le pourvoi en cassation formé par la nommée Koropanga a Tabito, femme Hoeroa a Vangaroa, et faisant application de l'article 6 de la loi du 28 mars 1868, la condamnation à 30 fr. d'amende.

Fait et jugé à Papeete le 24 décembre 1868.

C^e de la RONCHERE.

POMARE.

ra u te haava ras rahi tahiti ;
i te hio ras hoi e, aita roa 'u
taita fauia iha mai ; i te haava ras
e faite mai t, i te es tana i horo
mai ;

i te hio atao ras hoi e, aita roa
tu 'e hape a no te rave ras ; ota
hos i hapa nos 'e te ure i tana
faista ras ra ;

No te reira 'ota roa mani vahi ;

Te patou nei i te parau fanore i
horu mai e Rereso a Pihapi,
ois hoa o Paofui v., e mai te feso
i te irava 6 o te tao no te 28 no
mati 1868, te fassat nei tana i
utia e pae abura farane.

Rave hia e fantaa hia i Papeete i te 21 no itema 1868.

POMARE.

Commandant Commissaire Impérial.

Statuant en vertu de l'article 6 de la loi du 28 mars 1868, sur le pourvoi en cassation régulièrement formé par la nommée Temchoura a Paumiti, femme Puauau, contre l'arrêt de la haute-cour tahitienne du 17 octobre 1866, rendu dans l'affaire pendante entre elle et les nommés Tibiiva a Fauau t. et consorts ;

Sur le moyen unique de cassation basé sur la fausse application de l'article 70 de la loi précédée ;

Attendu que la contestation portait sur l'arrestation sur un droit de descendante exercé par Tibiiva a Fauau t. et consorts, et de l'autre sur la possession dont exerce Temchoura a Paumiti v. ;

Que cette dernière avait à justifier, dans les conditions prévues par l'article 70 de la loi précédée, la possession paisible de la terre en litige ;

Attendu que cette preuve n'a pas été administrée ;

Que l'arrêt susmentionné établit au contraire que, au contraire, objet de la contestation, c'est l'autre qui possède d'appartenance à la famille Priniana, aujourd'hui représenté par les nommés Tibiiva a Fauau t. et consorts ;

Attendu que cette décision et l'appréciation des témoignages sur lesquels elle s'appuie échappent à toute révision ;

Par ces motifs :

Rejetton le pourvoi en cassation formé par Temchoura a Paumiti, femme Puauau, et faisant application de l'article 6 de la loi du 28 mars 1868, la condamnation à 50 francs d'amende.

Fait et jugé à Papeete le 24 décembre 1868.

C^e de la RONCHERE.

POMARE.

Terimaha a Tetumoeoroa v. contre Mau a Terai.

POMARE IV, Reine des îles de la Société et dépendances, et le Commandant Commissaire Impérial.

Statuant en vertu de l'article 6 de la loi du 28 mars 1868, sur le pourvoi en cassation formé par Terimaha a Tetumoeoroa, agissant en son propre nom, cagtre un arrêt rendu par la haute-cour tahitienne le 20 octobre 1866, dans l'affaire pendante entre lui et Mau a Terai ;

Attendu que la déclaration du pourvoi fait devant le greiller de l'ordre administratif porte

la date du 29 novembre et l'arrêt rendu par cette cour le 20 octobre 1866 ;

Qu'ainsi le délai de 30 jours impartis par l'article 6, § 2, de la loi du 28 mars 1868, a été excédé ;

Attendu d'ailleurs qu'il n'existe au dossier aucune pièce faisant connaître les motifs sur lesquels s'appuie ce pourvoi ;

Par ces motifs :

Rejetton le pourvoi en cassation formé par le nommé Terimaha a Tetumoeoroa, et faisant application de l'article 6 de la loi du 28 mars 1868, la condamnation à 50 fr. d'amende.

Fait et jugé à Papeete, le 21 décembre 1868.

C^e de la RONCHERE.

POMARE.

ADMINISTRATION DE L'ORDONNATEUR

L'administration prouve le public que la clôture de l'Exercice 1868, pour le paiement des dépenses du service *Marine* et du service Colonial, a lieu le 28 février courant et le 31 mars prochain.

Afin d'éviter les retards inévitables qu'entraîne la liquidation des dépenses appartenant aux Exercices clos, elle invite en conséquence les personnes qui auraient encore des créances se rapportant à l'Exercice 1868 à fournir leurs titres avant le 20 février pour le service *Marine*, et le 20 mars pour le service Colonial.

Temchoura a Paumiti, femme Paueau, contre Tibiiva a Fauau t.

POMARE IV, Reine des îles de la Société et dépendances, et le

